

Algérie 2014 : à propos

En Algérie, au plan interne, pour au moins deux raisons, l'année 2014 revêt une importance toute particulière. D'abord, puisqu'elle verra la célébration du soixantième anniversaire du déclenchement de la guerre de Libération nationale — donc, de la naissance du Front de libération nationale (FLN) lui-même — et qui, d'une manière ou d'une autre, marquera la fin d'une longue période historique de 60 ans, inaugurée par la rupture majeure que fut le 1^{er} Novembre 1954. Ensuite, bien évidemment, car elle sera marquée par l'importante échéance politique que constitue l'élection présidentielle du 17 avril prochain et qui, pour l'heure, surtout de par son contexte très particulier, légitimement bien sûr, concentre toutes les attentions.

Alors que ces deux événements, pour spécifiques et autonomes qu'ils puissent être, entretiennent, en fait, bien plus de relations qu'il peut, a priori, en paraître. D'autant plus qu'en dernière analyse, tous deux ne prennent leurs réelles significations que si l'on tient compte des profondes logiques sociales et historiques communes qui les sous-tendent.

En même temps, au plan international, la nouvelle phase de changement politique que connaît le monde arabe, inaugurée au début de l'année 2011 en Tunisie voisine, entre désormais dans sa quatrième année. D'une manière ou d'une autre, quelles qu'en soient les évolutions parfois chaotiques, elle n'en continue pas moins d'être à l'origine de nouvelles dynamiques sociales et culturelles largement dominées par d'importants défis, notamment économiques et politiques, dont la nature de la

en général, et du pouvoir personnel, en particulier ; et au-delà, de fait, à une présidence à vie, en son essence même inscrite dans une logique antidémocratique, d'inspiration monarchique.

Cette candidature a été, de fait, l'occasion d'une utilisation délibérée et systématique d'un abus de position politique dominante aux formes multiples, parfaitement illustré, entre autres, par une longue campagne pré-électorale menée depuis plusieurs mois en faveur de l'actuel président de la République. Entreprise au cours des différentes visites à l'intérieur du pays de tous les membres du gouvernement — à commencer par celles du Premier ministre lui-même, depuis peu ouvertement devenu directeur de campagne officiel —, elle a été marquée par un nouveau style de communication, tout à fait révélateur d'un tournant dans la vie politique du pays. En effet, au

de 2014, un changement de génération d'une forte portée symbolique — d'autant que longtemps différé — puisque tout de même relatif à la plus haute charge du pays. Même si le seul changement de président de la République ne résout pas, en lui-même, d'autres problèmes, bien plus importants, car à caractère systémique, puisque liés aux modes de fonctionnement — formel, mais surtout réel — du système politique.

Bien au contraire et malgré une grave dégradation de son état de santé, intervenue en avril 2013, contre toute attente donc, l'actuel président de la République fait acte de candidature pour un quatrième mandat. Et cette décision suscite de nombreuses interrogations, notamment des réactions négatives dans les milieux les plus divers en raison de son incapacité manifeste à assumer de telles fonctions. En effet, les activités réelles directement liées à l'exercice de sa fonction, dont le bilan était déjà plutôt faible bien avant avril 2013, n'ont encore fait, depuis, que diminuer en nombre et en qualité pour finalement se situer à un niveau absolument en-dessous de tout seuil minimal raisonnable. Puisque, à quelques rares exceptions près, pour l'essentiel, elles prennent de plus en plus la forme de textes de diverses natures, manifestement rédigés soit par des collaborateurs directs soit par les services spécialisés des institutions nationales en charge de tel ou tel dossier et qui, selon le cas, vont tout simplement être adressés, sous forme de messages, à des destinataires nationaux ou étrangers. Ou bien être lus au nom du président de la République par l'un de ses représentants attirés en des occasions — nationales ou internationales — qui auraient normalement dû requérir sa présence effective afin de solennellement prononcer les discours concernés. Ce qui n'empêche pas les organes officiels de presse, notamment la chaîne officielle de télévision — dans une démarche méprisante et insultante envers l'opinion publique, de continuer de présenter de tels messages, même lorsqu'ils sont purement formels, comme une «activité notable» du président de la République.

D'ailleurs, malgré toutes les précautions habituellement prises, les brèves images récemment diffusées par cette même chaîne, après la cérémonie formelle de dépôt

**Par Nadji Safir, sociologue
(nadjisafir@gmail.com)**

terme — pour lesquelles en aucun cas et d'aucune manière il ne peut être remplacé.

Cela dit, pour importante que soit à tous égards la charge de président de la République, elle ne constitue, en dernière analyse, qu'un «simple» poste de travail qui peut et doit être analysé en tant que tel, comme n'importe quel autre. Aussi «banal» puisse-t-il paraître : ouvrier dans une usine, instituteur dans une école, employé dans un bureau de poste, agent dans un des corps en charge de la sécurité publique, technicien ou chercheur dans un laboratoire ou bien encore infirmier, médecin ou chirurgien dans un établissement — public ou privé — de santé. Le principe de base, bien évidemment, étant toujours que chaque personne, dans l'exercice de ses fonctions, une fois sélectionnée sur la base de compétences clairement définies impliquant des savoirs et savoir-faire bien indiqués, est chargée de réaliser des missions, impliquant des activités et visant l'atteinte d'objectifs précis faisant l'objet d'une évaluation aussi objective que possible. En tout état de cause, en aucun cas, chaque personne concernée ne saurait disposer d'une indépendance et d'une liberté totales qui lui permettraient de définir par elle-même — selon son bon vouloir — les conditions, à la fois, d'exercice de ses fonctions et d'évaluation de ses propres performances. De ce point de vue, le président de la République, tout comme n'importe laquelle des personnes occupant un autre poste de travail, doit nécessairement, lui aussi, obéir aux mêmes règles de base que tout un chacun et, tout simplement donc, s'acquitter de toutes les tâches pour lesquelles il a été élu et à propos desquelles il doit rendre des comptes.

Plus même, de par ses éminentes fonctions, en tant qu'il occupe la charge publique suprême, il doit d'abord et avant tout donner l'exemple, en assumant pleinement et effectivement ses missions. En effet, beaucoup plus qu'un simple individu, il fonctionne fondamentalement — en lui-même, intuitu personæ — comme une institution essentielle, dotée d'une fonction décisive, non seulement dans le système institutionnel, au sens strict, mais égale-

Cela dit, il convient de relever que plusieurs manifestations pacifiques — notamment celles initiées par le si bien nommé nouveau mouvement Barakat — visant à dénoncer la candidature en question ont été réprimées par les forces de police, au mépris de tous les principes relatifs au nécessaire respect des libertés publiques.

par le président de la République de son dossier de candidature auprès du président du Conseil constitutionnel, plus que jamais, conduisent définitivement à penser que le président de la République n'est plus du tout en mesure d'exercer effectivement ses fonctions, telles que directement impliquées par les dispositions mêmes de la Constitution qui, comme déjà mentionné, lui font jouer un rôle absolument central dans notre système institutionnel. En outre, il convient de ne pas oublier l'importance de son rôle dans le monde vis-à-vis duquel, non seulement, il représente l'image du pays, mais dans lequel, surtout, il doit fonctionner comme un acteur direct du système des relations internationales, et ce, dans un nouveau contexte mondial où les relations personnelles entre chefs d'Etat prennent une importance croissante. Ensemble de missions à caractère stratégique — le plus souvent au sens fort du

ment par rapport à l'ensemble de la société qui, d'une manière ou d'une autre, dans les faits, le considère toujours comme une véritable norme sociale vivante. C'est dire que, si l'activité du président de la République sur une journée — voire sur plusieurs, souvent — se résume à l'envoi de messages à tel ou tel chef d'Etat, il n'est réellement plus possible de parler sérieusement de productivité du travail dans le pays — et encore moins de compétitivité internationale — quel que soit le secteur d'activité considéré.

Car toute société n'existe que si, entre l'ensemble de ses membres, s'instaure un niveau de consensus suffisamment fort en termes de normes et de valeurs pleinement partagées, absolument indispensables pour créer les conditions minimales de création et de consolidation du lien social, par une communication efficiente et basée sur des codes communs.

En effet, la «simple» application de l'article 88 de la Constitution en vigueur — relatif à la procédure d'empêchement en cas de «maladie grave et durable» — aurait normalement dû permettre de résoudre de manière pacifique, sereine, responsable et rapide le problème — somme toute, aussi humain que banal — posé par le mauvais état de santé du président de la République.

relève déterminera l'avenir de toute la région. Dans ce cadre, pour ce qui concerne l'espace maghrébin même, l'Union du Maghreb arabe, 25 ans après sa création, demeure un cadre vide de tout contenu réel dont les blocages persistants compromettent sérieusement les perspectives de développement de chacun des pays qui y appartiennent. Par ailleurs, les récentes évolutions caractérisant l'ensemble de l'espace sahélo-saharien — dont une partie significative, saharienne, se trouve sur le territoire national — indiquent clairement qu'il est entré dans une nouvelle phase historique de crise, de toute évidence durable, car dominée par des contraintes de plus en plus strictes. Affectant notamment sa stabilité et sa sécurité que menacent directement, outre diverses formes de terrorisme islamiste et de crime organisé, les graves conséquences prévisibles à la fois d'une très forte croissance démographique interne et des crises écologique et climatique mondiales qui, toutes, menacent directement des sociétés depuis longtemps déjà soumises à de fortes tensions.

C'est donc dans ces différents contextes que doivent être resitués et analysés les événements qui affectent le pays. A commencer par la prochaine élection présidentielle du 17 avril, désormais dominée par la décision de l'actuel président de la République de présenter sa candidature à un quatrième mandat présidentiel de cinq ans et sa validation par le Conseil constitutionnel. Formellement rendue possible depuis le coup de force institutionnel de 2008 — acte de violence symbolique dans son essence même — qui, après la suppression totalement infondée de la limitation à deux du nombre de mandats que peut exercer un président de la République, ouvrait directement la voie à un renforcement automatique de l'autoritarisme,

cours des visites évoquées étaient partout suspendus d'immenses portraits de l'actuel président de la République, dans une démarche révélatrice de formes d'idolâtrie ou d'adoration sectaires, inédites dans l'histoire du pays depuis 1962. En outre, toutes ces visites étaient fidèlement et quotidiennement couvertes par tous les moyens audio-visuels publics, notamment la télévision, dans une stratégie mûrement réfléchie et préparée de longue date de pure propagande électorale.

Or, la candidature de l'actuel président de la République, au départ fortement entachée par la suppression de la limitation à deux du nombre des mandats présidentiels, lors du coup de force institutionnel de 2008, et qui avait donc déjà permis un troisième mandat contestable est manifestement éminemment critiquable en raison de son état de santé. Alors même que toutes les tâches induites par les nombreuses et lourdes missions impliquées par la fonction présidentielle — à cet égard, les articles 70 à 79 de la Constitution sont suffisamment éloquentes — demandent nécessairement un engagement physique et intellectuel extrêmement exigeant, ainsi qu'une disponibilité et une réactivité de tous les instants. A cet égard, il est d'ailleurs extrêmement significatif que, dans un discours public prononcé à Sétif le 8 mai 2012, en recourant à une expression populaire dont le sens ne peut absolument souffrir d'aucune équivoque, l'actuel président de la République avait déclaré que sa génération était dépassée.

Sur la base de cet engagement aussi public que clair et, de toute évidence, lucide, il était tout à fait raisonnable de penser, d'une part, qu'il ne pensait pas présenter sa candidature à un quatrième mandat. Et, d'autre part, que le pays pouvait envisager, à l'occasion de l'échéance présidentielle